

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 21/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOREDI

Rue du Camp d'Aviation
44320 ST VIAUD

Références : SRNT-2022-817
Code AIOT : 0006304918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement SOREDI implanté Rue du Camp d'Aviation 44320 ST VIAUD. L'inspection a été annoncée le 27/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOREDI
- Rue du Camp d'Aviation 44320 ST VIAUD
- Code AIOT : 0006304918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOREDI traite des déchets dangereux et non dangereux sur son site de Saint-Viaud.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- autosurveillance
- eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installation soumise à autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 a) et b)	/	Sans objet
2	Nombre et localisation piézomètres (AM)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet
4	Fréquence des prélèvements et des analyses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet
6	Spectre analytique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet
8	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
9	Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Tableau de consignation des résultats	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 5.5	/	Sans objet
7	Transmission à l'inspection	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet
10	Déclaration du piézomètre (Code Minier)	Autre du 01/03/2011, article L.411-1	/	Sans objet
11	Protection du piézomètre	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 5.5	/	Sans objet
12	Abandon piézomètre - comblement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté lors de l'inspection que certaines prescriptions issues d'arrêtés préfectoral et ministériel relatives notamment à la transmission de résultats de mesures et d'investigations n'étaient pas respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations soumises à autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 a) et b)
Thème(s) : Risques chroniques, Prescription autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Les installations soumises à autorisation répondant aux caractéristiques précisées dans le tableau ci-après [...] doivent respecter les dispositions suivantes, à moins que le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance [...] b) Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.
Constats : Le dossier de la société EGEH n° 2020 072 de février 2020 relatif au comblement de l'ancien piézomètre amont et pose d'un nouveau piézomètre amont a été présenté par l'exploitant. Par ailleurs, par courriel du 02/12/2022, l'exploitant a transmis l'étude hydrogéologique n° 2010 431 réalisée par la société EGEH en janvier 2010. Cette étude de 2010 conclut en préconisant : "de mettre en place un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines : une campagne sera réalisée en période de hautes eaux (mars-avril) et une campagne sera réalisée en période de basses eaux (septembre-octobre). La grille analytique sera conforme à ce qui est prescrit dans l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. Ainsi, les paramètres suivants seront recherchés : pH, température, conductivité, HCT, COT et métaux. A cette liste, nous préconisons, au vu de la nature de certains déchets transitant sur le site (solvants, peintures), de rajouter les COHV." Or, l'exploitant réalise une seule campagne d'analyse des eaux souterraines chaque année et les COHV ne sont pas recherchés. Il est donc demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines. De plus, comme préconisé par la société EGEH, il doit intégrer les COHV dans les substances recherchées ou justifier de la non pertinence de cette préconisation.
Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023. "I.-Sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement), l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une des rubriques suivantes et selon la nature et le seuil mentionnés dans le tableau ci-dessous : [...] respecte les dispositions suivantes : 1° Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place. [...]"

III.- Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines."
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nombre et localisation piézomètres (AM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 1° Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ;</p> <p>Constats : D'après la figure 12 du dossier n° 2020 072 de la société EGEH présentant le sens d'écoulement de la nappe ainsi que l'emplacement des 3 piézomètres du site, le piézomètre n° 2 ne semble pas être représentatif de l'aval du site.</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de vérifier le bon emplacement du Pz2, notamment pour s'assurer qu'il permettra de répondre à l'exigence de l'article 65 modifié de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 applicable à compter du 1er juillet 2023 (cf. observation ci-après) imposant 2 piézomètres en aval.</p> <p>Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023.</p> <p>"[...] 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :</p> <p>-le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ; [...]"</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fréquence des prélèvements et des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « 2° Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 ci-dessus ;»
Constats : Le tableau "suivi piézo" de l'exploitant est renseigné depuis 2010 pour les 3 piézomètres. Toutefois, les prélèvements dans la nappe pour analyse des eaux souterraines sont faits seulement une fois par an pour chacun des piézomètres. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place 2 prélèvements par an afin d'analyser les eaux souterraines : un prélèvement en basses eaux et un autre en hautes eaux.
Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023 : "[...] 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : [...] -la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées. [...]"
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Tableau de consignation des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation et à leur suivi chronologique (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence, date des contrôles et résultats correspondants...).
Constats : Le tableau "suivi piézo" présenté par l'exploitant comporte les résultats d'analyses des eaux souterraines pour chacun des 3 piézomètres en donnant notamment le niveau d'eau, le nom du laboratoire, les paramètres suivis, la date des contrôles et résultats correspondants. Ce tableau affiche les résultats d'analyses annuelles des eaux souterraines depuis le 18/11/2010 jusqu'au 21/07/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : spectre analytique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 3° L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. »</p> <p>Constats : Dans les échantillons d'eau souterraine prélevés sur le site, l'exploitant déclare analyser les substances en lien avec l'activité passée du site voisin. Cependant, l'exploitant ne s'assure pas régulièrement de la pertinence de la liste des substances suivies afin d'adapter le suivi aux risques. Par ailleurs, la société EGEH préconise dans le dossier n° 2010 431 de novembre 2010 de suivre également les COHV. Or, ce suivi n'a pas été intégré dans les analyses annuelles.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de vérifier régulièrement la pertinence des substances suivies, au regard des substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité actuelle ou passée de l'installation. L'exploitant doit notamment prendre en considération le retour d'expérience du suivi effectué sur les autres sites du groupe. L'analyse de la pertinence de la liste des substances suivies doit faire l'objet d'un compte-rendu archivé.</p> <p>Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023.</p> <p>"[...] 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : [...] -les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ; [...]"</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Transmission à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : « Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. »</p> <p>Constats : Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dans le bilan d'activités annuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions prescrites [(A, E, D)[...]] sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration prévu [...] La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats [...] »
Constats : L'exploitant ne transmet pas les résultats d'analyses des eaux souterraines par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF. Pour chaque prochaine campagne de prélèvement, il est demandé à l'exploitant de transmettre systématiquement via le site de télédéclaration GIDAF les résultats d'analyses des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises en envisagées.
Constats : Lors des dernières campagnes d'analyses des eaux souterraines, les concentrations en plomb et en cadmium ont à plusieurs reprises dépassé les limites de quantification. Des anomalies en plomb ont notamment été mesurées au niveau des piézomètres n° 1 et 3 à des teneurs de 6.7 µg/l et 5.2 µg/l. L'exploitant déclare ne jamais avoir transmis à l'inspection des installations classées une analyse concernant ces anomalies ainsi que les éventuelles mesures spécifiques mises en oeuvre pour les traiter. Par ailleurs, les limites de quantification diffèrent pour une même substance en fonction des piézomètres (par exemple, la LQ du plomb est de 2 µg/l pour le piézomètre n°2 alors qu'elle est de 0.1 µg/l pour le n° 3). A l'avenir, il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection des installations classées toute anomalie dans les résultats d'analyses des substances. Cette remontée d'information doit être accompagnée d'une analyse de la part de l'exploitant ainsi que des mesures prises ou envisagées.
Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023. "[...] 5° Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance. Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite."
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déclaration du piézomètre (Code Minier)

Référence réglementaire : Autre du 01/03/2011, article L.411-1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités relatives aux piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente. »
Constats : D'après le dossier 2020 072 de février 2020 de la société EGEH, le nouveau piézomètre n° 1 a une profondeur totale de 8.55 m. D'après le dossier 2010 431 de novembre 2010 de la société EGEH, les piézomètres n° 2 et 3 ont une profondeur de 7.96 et 8.38 m par rapport à la tête PVC de l'ouvrage. Ces 3 piézomètres ayant une profondeur inférieure à 10 m, l'exploitant n'est pas concerné par l'obligation de déclaration auprès des autorités administratives.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Protection du piézomètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités relatives aux piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques (norme AFNOR NF X10-999 du 23 avril 2007 relative à la réalisation, suivi et abandon d'ouvrage de captage ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forages).
Constats : Les 3 piézomètres sont situés dans des zones enherbées en dehors des voies de circulation des engins. Ils sont tous les 3 identifiés par des panneaux de signalisation et protégés par une margelle en béton, un tubage extérieur surmonté d'un capot métallique bouclé par un collier de serrage. Durant l'inspection, l'exploitant a remplacé ces colliers de serrage par des cadenas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Abandon piézomètre - comblement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités relatives aux piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. »
Constats : Le dossier EGEH n° 2020 072 de février 2020 présenté par l'exploitant décrit les travaux effectués par une société de forage spécialisée sous le contrôle d'un hydrogéologue d'EGEH. Du gravier lavé a été utilisé pour combler le fond du piézomètre jusqu'à 1,7 m de profondeur, puis un bouchon d'argile gonflante a été réalisé entre 1,2 et 1,7 m de profondeur. Une cimentation au coulis de ciment a été faite au-dessus du bouchon d'argile jusqu'à 0,7 m de profondeur. Le piézomètre a ensuite été comblé avec du gravier lavé entre la cimentation (- 0,7 m) et le niveau du terrain naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet